

Economie picarde

Lettre d'information économique et sociale de la CGT INSEE PICARDIE – N°12 - Mai 2004

Zones franches

Une efficacité limitée

La Picardie compte 3 zones franches à Saint-Quentin, Creil, Amiens. Leur bilan montre que le système est peu efficace.

Ainsi, de 3160 euros en 1998, le coût d'un emploi créé dans ces zones est passé à 4250 euros en 2002. De plus, en 2001 par exemple, 40% des emplois nouveaux dans ces zones franches résultaient en fait de transferts et non de créations pures ! Ce résultat montre que les effets d'opportunité sont nombreux.

De même, non contentes d'être dans des paradis fiscaux, la moitié des 259 entreprises contrôlées (sur 483 présentes au total) ne respectaient leurs obligations légales. Il y a fort à parier que le bilan social est à l'image de ce bilan purement comptable ! On peut ajouter que l'attractivité artificielle créée par ces zones provoque en réaction de vastes déserts d'entreprises dans leur périphérie !

Le chiffre du mois

140. C'est le nombre de personnels non enseignants (IA-TOS) qu'il manque actuellement à l'Université de Picardie. Le retard en enseignants est de plusieurs dizaines. Cela est important. Mais la région est aussi celle où les proportions de bacheliers au sein d'une génération (57,2%) et d'étudiants post-bac dans la population scolarisée (9,1%) sont les plus faibles de France. Autrement dit, l'Université connaît une pénurie de moyens alors que, pourtant, il y a un déficit important d'étudiants potentiels. Cela signifie que la Picardie, qui doit combler ce déficit pour élever le niveau de formation de sa jeunesse, n'a pas les moyens de répondre à cet enjeu !

Emploi en Picardie

Nouvelle baisse des effectifs en 2003

La région souffre beaucoup du manque d'investissements des chefs d'entreprise et de l'incompétence de leurs représentants.

En 2003, l'emploi dans les secteurs privés et concurrentiels a diminué en Picardie de 0,8%, soit nettement plus que l'évolution nationale (-0,3%). Il n'y a que 3 régions qui connaissent une situation plus défavorable : la Champagne, l'Île-de-France et le Centre. Au sein de la région, l'Aisne et l'Oise sont durement touchés : respectivement -1,5% et -1,4%. A ce bilan régional du privé devraient s'ajouter les résultats médiocres de l'emploi public, avec notamment de la baisse de 20% des emplois aidés (CES, CEC, emplois jeunes).

Les raisons d'une situation en Picardie sont connues. La principale est la faiblesse, certains disent le refus, des investissements des entrepreneurs picards dans l'économie régionale. Cela est lié à la seconde raison : la directive des responsables du MEDEF picard d'accélérer les délocalisations. Sachant cela, on mesure la démagogie du discours de son chef qui se plaint du manque de formation des salariés de région mais encourage ses entreprises à aller s'installer là où la formation est encore inférieure !

Enfin, la 3^{ème} raison est un phénomène grave qui ne se trouve qu'en Picardie : l'incompétence de nombreux dirigeants patronaux, y compris au plus haut niveau. Comment en effet prôner le développement et la création quand ceux qui dirigent les patrons picards échouent dans leurs propres affaires ? Ainsi, ces derniers temps, Kindy (60), Fonderies de Wassigny (02), Tissage de Picardie (80) et OPF (80) ont licencié ; ce sont autant d'affaires dirigées par des responsables du MEDEF ou de la CGPME de la Picardie. Comment peut-on, dans ces conditions, leur faire confiance ? Qu'ils gèrent mieux leurs entreprises avant de conseiller les autres !

Du coup, cette incompétence fragilise l'ensemble de l'économie picarde ! L'échec personnel de ces leaders régionaux les conduit à noircir la situation ce qui rejait sur l'ensemble du patronat régional et freine le dynamisme dont, pourtant, beaucoup sont prêts à faire preuve. C'est ce résultat que traduit l'enquête annuelle de l'ANPE sur les anticipations des entreprises en 2004. Malgré la faible reprise économique, les patrons picards sont nettement moins nombreux à penser que leur activité va progresser, à envisager d'investir et à penser recruter. Cette tendance est en décalage avec le sentiment d'amélioration qui se dégage chez les patrons au plan national !

Enfin, la Picardie est, plus que d'autres, victime de la dévalorisation du travail : les salariés fragiles sont culpabilisés (ça va mal en Picardie parce que les gens ne sont pas assez formés), les inégalités entre revenus du travail et du travail s'accroissent. Même au niveau des cadres, rien n'est fait par les entreprises pour développer leur emploi. Nombre de picards quittent la région après leurs études, faute de trouver des salaires et des perspectives de carrière à la hauteur de leur investissement !

Validation des acquis

Sélection par l'argent

L'un des problèmes de l'emploi en Picardie est que les entreprises ne font rien pour développer la promotion et la carrière en interne. On a peur de perdre ses salariés, mais on ne les retient pas non plus !

Pour faire reconnaître le savoir-faire, la valorisation des acquis et de l'expérience (VAE) est une solution. Mais, en Picardie, deux éléments freinent ce dispositif. D'une part, l'AREAF, l'association du Conseil régional qui est le principal réseau de conseils en VAE dans la région, favorise les parcours courts, l'employabilité immédiate plutôt que l'investissement, étant en cela un bon relais du patronat. D'autre part, la majorité des parcours en VAE demande des compléments de formation qui nécessitent du temps et donc de l'argent. Mais cela doit se faire souvent sur le temps personnel car les entreprises de Picardie rechignent à aider leurs salariés à faire reconnaître ainsi leurs qualifications ou à changer d'orientation. Cette barrière financière se retrouve aussi dès qu'il s'agit de suivre des cours à l'université. Coût minimal : 700€ !

Aussi, il est urgent que l'Etat par son réseau (agence de l'emploi, universités, CIO), la Région et les entreprises offrent un appui à tous ceux qui ont des acquis à valoriser, car c'est un gisement important pour faire progresser la Picardie

=====

Téléphones portables

La région dans la moyenne

Fin mars 2004, on comptait, en Picardie, 1.145.000 téléphones mobiles, soit un taux de pénétration (rapport entre le nombre de mobiles et d'habitants) de 61,7%. Ce taux est certes inférieur à la moyenne nationale (69,4%), mais celle-ci est tirée vers le haut par le poids de l'Ile-de-France (autant de portables que d'habitants !). Hors Ile-de-France, la Picardie se classe dans la moyenne des régions françaises (9^{ème} rang).

Difficultés de recrutement

Les patrons montrés du doigt

Fin février, le gouvernement a lancé un plan de « lutte contre les difficultés de recrutement » des entreprises. L'objectif serait de réduire les offres d'emploi non satisfaites, avec toujours cette logique patronale : s'il y a des offres non satisfaites, c'est parce que les chômeurs ne veulent pas travailler ! En Picardie, la Préfecture de région a listé les secteurs sensibles pour analyser les raisons de cette situation. Quatre secteurs ont été retenus : les services aux particuliers, la mécanique, le transport et l'hôtellerie-restauration. Le diagnostic par l'Etat sur les causes des offres d'emploi non satisfaites est édifiant.

Dans le 1^{er} cas, le problème est que les principaux employeurs sont les conseils généraux, dont les finances ne sont pas indéfiniment extensibles, et que les employeurs privés sont peu présents. Dans la mécanique, la difficulté est que l'on n'arrive pas à mobiliser les industriels pour anticiper et prendre en compte le vieillissement important de leur main d'œuvre. Dans les transports, une des raisons est le nombre élevé d'entreprises connaissant des problèmes de formation interne et d'ordre financier, ce qui limite leur volonté réelle d'embauche. Enfin, le jugement sur l'hôtellerie-restauration est sans appel : si ça ne va pas, c'est d'abord à cause du départ des salariés qualifiés de la région, en raison des mauvaises conditions de travail, d'emploi (beaucoup de temps partiel) et de salaires (non rémunération des qualifications et heures sup.), sans parler de l'insuffisance des normes de qualité qui, si elles étaient respectées, conduiraient plusieurs hôtels à leur fermeture.

En résumé, les principaux responsables de la situation sont ceux qui s'en plaignent, les patrons, qui manquent d'initiatives, d'anticipation des problèmes et offrent des conditions de travail et de salaires plus mauvais qu'ailleurs. On ne s'étonnera que cette analyse, à laquelle nous avons eu accès, soit confidentielle. A quand un plan de « lutte contre le manque d'attractivité des entreprises picardes » ?

Démographie médicale

Manque de recrutements et de formation à l'origine de la pénurie

La faiblesse des effectifs médicaux et paramédicaux en Picardie n'est plus à démontrer : dans presque tous les domaines, la région a une densité médicale (rapport du nombre de personnes exerçant la profession médicale sur le nombre d'habitants) qui la situe en avant-dernière ou dernière position ! Ainsi, début 2003, on comptait 255 médecins pour 100.000 habitants contre 335 au plan national, avec, notamment, un fort déficit de spécialistes (112 contre 170), dont en pédiatrie (35 contre 50) ou en gynécologie (33 contre 48) malgré une des plus fortes natalités de France.

Mais l'analyse des chiffres met en évidence que ce déficit résulte surtout de l'insuffisance des personnels formés en Picardie. En effet, près de deux tiers de médecins exerçant dans la région y ont obtenu leur diplôme. Le taux n'est que de 54% chez les spécialistes, mais certains diplômes ne peuvent être obtenus dans la région. Ainsi, c'est le fait d'avoir maintenu de faibles « numerus clausus » malgré les besoins élevés de la région qui explique la carence actuelle, non la fuite des jeunes diplômés.

Même constat pour les personnels médicaux non médecins : 70% des infirmiers exerçant en Picardie y ont obtenu leur diplôme, 75% des manipulateurs radiologistes, 60% des pharmaciens. Et pourtant, l'ensemble de ces personnels médicaux est nettement sous-représenté dans la région. C'est encore plus net pour les dentistes, pédicures, orthophonistes, professions où il n'y a pas de formation en Picardie. Aussi, la résorption des déficits actuels et futurs passe certes par un recrutement plus important, mais également par le développement d'une gamme plus large de formations en Picardie.